

premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Bennett, en fin de semaine, afin de discuter avec lui de la mise en valeur du fleuve Columbia. Cet entretien, qui a duré deux heures, a été excellent et très amical.

**M. Benidickson:** Voilà qui est nouveau.

**L'hon. M. Fleming:** Je ne suis pas l'un des ministres fédéraux qui assistent présentement à la conférence fédérale-provinciale sur un réseau national d'électricité au Canada. M. Bennett y assiste. J'ai eu le plaisir de rencontrer à midi tous les délégués à la conférence et j'étais voisin de table de M. Bennett au déjeuner. Nous espérons pouvoir nous entretenir de nouveau sur ce sujet avant que M. Bennett parte pour Victoria, ce soir.

**L'hon. Paul Martin (Essex-Est):** J'aimerais poser une question supplémentaire. Devons-nous en conclure que le ministre des Finances est maintenant d'avis que le premier ministre de la Colombie-Britannique n'a pas évité le ministre des Finances et le ministre de la Justice et qu'il ne préfère pas son ami par correspondance, le premier ministre?

**L'hon. M. Fleming:** S'il est question de tirer des conclusions, monsieur l'Orateur, force nous est de conclure que l'honorable député d'Essex-Est ne fait que parler à tort et à travers, comme d'habitude.

#### CORRESPONDANCE AVEC LES PROVINCES RELATIVEMENT AU RÉSEAU NATIONAL

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillin-gate):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre si, en marge de la conférence sur le réseau électrique national qui commence aujourd'hui, il y a de la correspondance avec les provinces qui n'a pas encore été déposée. S'il y en a, le premier ministre pourrait-il la mettre à la disposition des membres de la Chambre demain?

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre):** Je ne suis pas en mesure de répondre au pied levé. Je ferai faire enquête et s'il y a des lettres, les députés pourront en prendre connaissance demain.

#### L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

##### LES «FILS DE LA LIBERTÉ»—ON DEMANDE QUE DES TROUPES ALLENT S'ENTRAÎNER DANS LA RÉGION DES KOOTENAYS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Défense nationale. Le procureur général de la Colombie-Britannique lui a-t-il fait de nouvelles instances concernant

le déplacement de troupes à une fin particulière?

**L'hon. D. S. Harkness (ministre de la Défense nationale):** Non, monsieur l'Orateur.

#### LES FINANCES

##### LIGNE DE CONDUITE TOUCHANT LES EMPRUNTS CANADIENS AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. W. M. Benidickson (Kenora-Rainy-River):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Premièrement, étant donné de nombreux articles de journaux, notamment l'article de fond du *Financial Post* de la semaine passée, le ministre voudrait-il nous dire si le gouverneur de la Banque du Canada s'est rendu à Toronto, il y a une dizaine de jours, pour rencontrer, dans un dessein particulier, plusieurs personnalités importantes du monde financier? Deuxièmement, le ministre nie-t-il encore—comme il l'a fait en répondant à ma question du 12 mars—qu'un changement radical d'attitude se soit produit à propos des emprunts canadiens aux États-Unis, depuis les admonestations qu'il a lancées dans ses exposés budgétaires du 20 juin 1961 et de décembre 1960, à ce sujet?

**L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, en supposant que vous jugiez cette longue question régulière à l'appel de l'ordre du jour, permettez-moi de commencer par l'observation du député à propos de mes admonestations. J'ignorais que j'avais prêché sur le sujet mais, croyez-moi, monsieur l'Orateur, si jamais je me mettais à faire des sermons, c'est le député de Kenora-Rainy-River qui en profiterait le plus.

La réponse que j'ai donnée au député à l'occasion qu'il vient de mentionner est juste. Notre ligne de conduite n'a pas changé. Après son entrée en fonction comme gouverneur de la Banque du Canada l'été dernier, M. Rasminski a rencontré les représentants des principales sociétés d'investissements du Canada et leur a déclaré que, pour le moment, il serait opportun qu'ils ne recherchent pas de fonds sur le marché américain, étant donné les occasions qui existaient au Canada à cette fin. La chose ne devrait être que provisoire; or, selon le gouverneur, cette période est maintenant terminée. Selon les renseignements qui me sont parvenus, il a informé les maisons de finance qu'il ne leur demandait plus de s'abstenir de recourir au marché américain si elles croyaient la chose opportune, mais il ne leur a pas suggéré de le faire. Il ne le leur a pas demandé. Il n'a pas laissé entendre que les possibilités ou les sources

[L'hon. M. Fleming.]